

CONSEIL RÉGIONAL HAUTS-DE-FRANCE

Séance plénière du jeudi 11 décembre 2025

## Vœu commun MRRI, UDI et MRA

### « Réforme de l'apprentissage : un désastre pour nos jeunes »

Le 28 mars 2019, le Conseil Régional des Hauts de France adoptait une motion du Groupe UDI-UC qui alertait sur l'incertitude du montant de l'enveloppe financière qui serait attribuée par l'État à chaque Région dans le cadre de la loi pour la liberté de choisir son avenir professionnel, avec un risque concret pour les territoires ruraux.

Six ans après l'entrée en vigueur de cette réforme de l'apprentissage qui a changé en profondeur sa gouvernance, son pilotage et son financement, les Régions sont confrontées à une division brutale par deux des dotations pour le financement des Centres de formation d'apprentis (CFA). Les montants sont aujourd'hui limités à 134M€ pour l'ensemble des Régions, réparties entre le fonctionnement (44 M€) et l'investissement (90 M€).

Nos inquiétudes de 2019 deviennent aujourd'hui réalité : les Régions ne pourront plus soutenir le fonctionnement et les projets d'investissement des CFA en 2026. Les conséquences seront dramatiques pour les formations qu'elles soutiennent dans les territoires ruraux, les formations aux métiers rares, aux métiers de l'artisanat ou en tension. Régions de France estime à 70.000 le nombre de contrats d'apprentissage qui pourraient être supprimés en raison de cette réduction budgétaire.

Depuis la réforme de l'apprentissage, nous constatons des baisses successives des coûts contrat limitant les marges des CFA et donc leurs capacités d'auto-financement, et pire encore, une dégradation de la trésorerie de France Compétences qui cumule 11 milliards d'euros de déficit depuis sa création avec un Etat qui ne tient pas ses engagements.

Le nombre d'apprentis en France est pourtant passé de 430.000 en 2017 à plus d'un million en 2023, illustrant la qualité de cette voie directe vers l'emploi, vers l'entreprise et vers l'insertion.

Nous avons une pensée aujourd'hui pour les 70 000 apprentis de la Région, pour les jeunes NEETS que nous accompagnons et encourageons à revenir dans des circuits de formation et qualification leur permettant de se construire un avenir meilleur.

Le Conseil Régional réuni en Séance Plénière ce 11 décembre 2025 :

- Demande au Premier ministre de revenir sur cette décision inacceptable ;
- Demande au gouvernement de renoncer à la réduction de 20% de la contribution de l'État aux Pactes régionaux d'investissement dans les compétences ;
- Réaffirme solennellement son soutien à l'apprentissage.



**Christophe COULON**  
Président du Groupe MRRI



**Daniel LECA**  
Président du Groupe UDI



**Anthony JOUVENEL**  
Président du Groupe  
MoDem

URGENCE ADOPTÉE